

# MINORITÉS,

## COMPRENDRE LE VOTE À L'EXTRÊME DROITE

Par Kim Dal Zilio

**Q**u'est-ce qui pousse des citoyens à soutenir des partis de droite, voire « à droite de la droite », dont on devine pourtant, à la lecture de leur programme – et à leurs sorties publiques – que ce vote ne leur sera in fine pas, voire pas du tout, favorable ? Parmi ces électeurs, pensons notamment aux classes populaires et aux publics les plus précarisés, aux femmes et aux minorités sexuelles notamment. Loin du jugement de valeur ou de la caricature, cet article se propose de faire un tour d'horizon de quelques facteurs structurant le vote à l'extrême droite. Car ce n'est qu'en comprenant ce qui motive ces électeurs à accorder leur voix à de tels partis que la gauche sera en mesure de proposer un narratif à rebours des stratégies bien rodées d'une droite de plus en plus décomplexée.



Il est d'usage de penser que le vote est un acte principalement rationnel. Pourtant, il est également dicté par une série d'autres facteurs, et ce, quelle que soit notre tendance politique. Il n'existe pas de relation monocausale à un vote. Au contraire, comme le cite Juliette Léonard<sup>1</sup> à propos des travaux sociologiques qui visent à comprendre les intentions de vote, « les différents niveaux de compréhension étudient des facteurs qui se coupent, s'entrechoquent, évoluent et prennent différents sens selon le positionnement socio-économique, le lieu, l'époque et l'offre politique ». Et de poursuivre : « Ces perspectives nous invitent à sortir du mythe libéral du citoyen éclairé qui sait se situer sur une échelle politique, maîtrise les différents programmes et enjeux et qui, au moment de voter, pose un choix rationnel représentant une opinion fabriquée en son for intérieur ». Attention, il ne s'agit pas ici de dire que le citoyen agit de manière impulsive ou irréfléchie, mais que différentes logiques sociales cohabitent et doivent être prises en compte pour comprendre ce qui se traduit en vote à un moment X. Décryptage de ce qui fait le vote.

### LES MOTEURS DU VOTE

Parmi ces éléments, on ne peut faire l'impasse sur les trajectoires de vie et la diversité des parcours qui peuvent mener à accorder son vote à ces partis. Des événements individuels peuvent faire pencher la balance : « accidents de la vie » tels que chômage, maladie ou séparation, recherche de liens sociaux, besoin d'appartenance à un « nous » par opposition à un « eux » aux contours flous... Ainsi ce constat posé par Christèle Marchand-Lagier : « La force de l'extrême droite et ce qui en fait une menace aussi terrifiante est de réussir à s'insérer et se faufiler dans tous ces contextes et d'offrir à un nombre grandissant de personnes une impression de solution à leurs différents problèmes. Parfois, l'extrême droite se fait une place en s'opposant à la corruption, d'autres fois, elle offre une sensation de renouvellement politique, et parfois encore elle remplit un vide politique qui s'est constitué suite à l'abandon des partis de gauche<sup>2</sup> ».

Des propos corroborés par Vincent Jarousseau sur la RTBF : « Il y a toujours eu dans l'électorat de l'extrême droite une frange qui voulait donner un coup de pied dans la fourmilière de l'establishment. C'est une manière finalement, de faire peur à ceux qui sont au pouvoir (...) »<sup>3</sup>. Un argument que Donald Trump a bien compris, fustigeant « l'élite » à chaque occasion, en dépit du fait qu'il est lui-même un milliardaire, entouré de milliardaires...

## LA POLITIQUE À L'ÈRE DE LA POST-VÉRITÉ

Accompagnant l'ascension de l'extrême droite partout sur le globe, le réel lui-même est remis en question, au point que passent pour de simples opinions des propos qui étaient encore hier sévèrement condamnés, non seulement socialement mais aussi juridiquement. Ce phénomène, qualifié de « post-vérité », est particulièrement délétère. Il se définit comme « ce qui est relatif aux circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence sur l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles »<sup>4</sup>.

En 1974 déjà, Hannah Arendt, philosophe et politologue allemande d'origine juive, s'inquiétait lors d'un entretien avec Roger Errera de la question de notre rapport au réel et de sa manipulation en ces mots :

« Dès lors que nous n'avons plus de presse libre, tout peut arriver. Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien.

C'est parce que les mensonges, de par leur nature même, doivent être modifiés, et donc un gouvernement menteur doit constamment réécrire sa propre histoire. En tant que citoyen, vous ne recevez pas seulement un mensonge – que vous pourriez continuer à croire pendant le reste de vos jours – mais vous en recevez un grand nombre, selon la façon dont le vent politique souffle.

Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et l'on peut faire ce que l'on veut d'un tel peuple. »

Une citation qui, 50 ans plus tard, résonne plus fort que jamais.

## DES COMPÉTENCES POLITIQUES INÉGALEMENT DISTRIBUÉES

Deuxième élément à prendre en compte, l'inégale répartition de la compétence politique et l'intérêt pour ces sujets parmi nos concitoyens. La variable socio-économique semble ici jouer un rôle important : selon le niveau d'éducation, le revenu, le lieu de vie, etc., nous n'appréhendons pas la chose politique de la même manière. L'étude de Juliette Léonard pointe également ce fait : là où les personnes disposent d'un meilleur bagage politique, elles auront tendance à moins changer de ligne idéologique mais à changer plus facilement leur adhésion à un parti. *A contrario* elle souligne que « les personnes moins éduquées changent également d'opinion, mais changent moins facilement de choix de parti. Ces personnes votent moins souvent pour le parti qui représente le mieux leurs opinions. (...) ». Enfin, si le clivage droite-gauche semble connu de l'électorat, chaque citoyen ne se le représente pas de la même façon. Ainsi, pour pouvoir comprendre ces catégories et leurs représentations pour l'électorat, il est important de prendre en compte le sens que chacun y met.

Tous les électeurs ne connaissent pas forcément les programmes des partis, y compris parfois celui-là même pour lequel ils vont voter<sup>5</sup>. Ceci est d'autant plus vrai qu'à l'heure des réseaux sociaux et de la télévision, une grande partie des débats, qu'ils soient télévisés ou en ligne, repose sur le clash et la polarisation, ayant tendance à relayer le programme de ces partis au second plan pour ne garder que les déclarations les plus clivantes et polémiques. Par ailleurs, même s'ils ont pris connaissance des ambitions programmatiques du parti, les enquêtes de terrain semblent indiquer que cela donne lieu à des interprétations et compréhensions différentes selon les électeurs. En réalité, « les électeurs bricolent et s'approprient différemment les idées du parti pour lequel ils votent », de sorte qu'au sein d'une même section militante, des interprétations différentes peuvent coexister, faute d'une maîtrise suffisante du programme dans le chef de ses acteurs. Ce « bricolage » peut peut-être expliquer pourquoi des profils d'électeurs votent pour des partis qui ont une ligne idéologique allant à l'encontre de leurs intérêts.

## DU SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT À LA CONSCIENCE TRIANGULAIRE

Troisième facteur entrant en ligne de compte pour le vote, le sentiment de déclassement, de non-reconnaissance qu'une certaine frange de la population ressent, ce que certains nomment « mépris de classe ». À travers ce sentiment, ce serait un vote contestataire qui s'exprimerait ? Raphaël Challier, dans une étude sur une campagne municipale dans la France rurale, ex-

plique que « le mépris contre les fractions sociales inférieures s'assume de manière frontale à travers la dénonciation des 'cassos', des 'assistés' ou encore des 'beaufs'<sup>6</sup> ». Dans un contexte socio-économique qui se dégrade, il pointe comment « il semble d'autant plus important, pour les habitants stables<sup>7</sup>, de réaffirmer l'importance de l'effort individuel face au risque de chute sociale ». Ainsi se façonnent le « eux » et le « nous ».

La notion de « conscience triangulaire » est souvent mobilisée pour expliquer ce phénomène. Elle désigne « le fait de se sentir menacés d'un côté par « le haut » et ceux qui sont perçus comme des élites et, de l'autre côté, par « le bas », c'est-à-dire les « assistés » et les immigrés<sup>8</sup> ». Ce phénomène crée un « sentiment d'injustice sociale et l'impression d'être les seuls à ne pas profiter d'un système qui privilégierait tous les autres » et ce, souligne Juliette Léonard, même si ces électeurs ne sont pas nécessairement plus défavorisés économiquement que d'autres. Ainsi, souligne l'auteure de cette étude, « le racisme est une manière de concevoir le social et est une réponse aux nombreux problèmes que ces électeurs énoncent », un élément qui demeure particulièrement structurant dans le vote à l'extrême droite. À noter toutefois que le racisme n'est pas l'apanage de ces électeurs, il peut prendre d'autres formes au sein de groupes sociaux qui ont davantage de facilité à le masquer mais qui ne remettent pas pour autant en question l'aspect systémique du racisme dans nos institutions, qui dépasse largement la seule responsabilité individuelle.

## UN VOTE PLEINEMENT PARTISAN ?

Enfin, un autre élément à prendre en compte concerne la sphère intime dans laquelle évoluent certains de ces électeurs. Si leur entourage est acquis à l'extrême droite, il peut être difficile de s'en distancer. Que ce soit par besoin de conformisme ou sentiment de loyauté, on ne vote pas que pour soi mais on engage également son entourage le plus proche. Il est dès lors d'autant plus compliqué de s'en distancer que demeure le poids d'« une

éducation politique » et des échanges de vues idéologiquement dans le champ de la droite dure, qui normalisent leurs revendications anti-démocratiques.

En outre, les enquêtes de terrain semblent montrer qu'une partie des votants à la droite de la droite, ne le font pas par entière et pleine conviction, ni par adhésion aveugle à toute la rhétorique du parti. Ce vote s'accompagne aussi pour eux de doutes et de questionnements, voire même de craintes. Lors des dernières élections, qu'elles soient belges ou françaises, nous avons régulièrement entendu des « On n'a jamais essayé », de la bouche de personnes ayant donné leurs voix de ce côté de l'échiquier politique. Une affirmation qui dénote davantage d'un certain fatalisme que d'une posture militante assumée.

## PAR-DELÀ LE FATALISME

Au vu des quelques éléments énoncés ci-dessus, il est urgent que la gauche prenne la mesure du sentiment de désaffiliation et de déclasserment qui s'exprime par une partie de l'opinion publique et se traduit par un vote contestataire. Il lui faut pouvoir entendre ces colères et ces craintes auxquelles l'extrême droite semble offrir des réponses toutes faites. Et ce, sans prétention d'expliquer aux milieux socio-économiques les plus défavorisés comment « bien » voter, mais en réinvestissant un programme et un imaginaire qui replace la justice sociale au cœur des préoccupations. □



1. Juliette Léonard, « Se détourner de l'extrême droite : quelques éléments de sociologie utiles à la compréhension de cet électorat », étude pour le Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion, septembre 2024.

2. Christèle Marchand-Lagier, « Le vote FN », *Ouvertures politiques*, De Boeck Supérieur, 2017, citée par Juliette Léonard dans son étude, op. cit.

3. Vincent Jarousseau, « Qui sont les électeurs du Rassemblement National ? Et pourquoi votent-ils pour l'extrême droite ? », propos recueillis par Fabienne Cullus, RTBF Info, le 31 janvier 2025.

4. Françoise Laugée, « Post-vérité », dans *La revue européenne des médias numériques* n°41, 2016-2017.

5. Notons, à nouveau, que ce n'est pas que le fait des électeurs de droite ou d'extrême droite.

6. Raphaël Challier, « S'engager au Front national pour ne plus être des 'cassos' ? Le rôle du mépris de classe dans une campagne municipale », dans *Sociétés Contemporaines* n°119, 2020.

7. L'auteur fait référence à ceux qui échappent à la précarité : chômage, addictions, etc.

8. Juliette Léonard, Ibidem.